

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°
30-2025-10-15-SPAE46
modifiant l'arrêté préfectoral n° N° 03.208 N du 16 décembre 2003 et
l'arrêté préfectoral complémentaire N°30-2020-11-09-004 du 9 novembre 2020

autorisant la société SAS LES CHAIS DU SUD (site de Beaucaire)
à exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins et de boissons
aromatisées à base de vins, une installation de pré-traitement biologique de ses eaux usées
industrielles et des entrepôts de stockage de matières combustibles
et actant les modifications du périmètre de l'établissement

Le préfet du Gard
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral N°03.208 N du 16 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins (1300000 hL/an) et de sirops de (200000 L/j) et une installation de pré-traitement biologique de ses eaux usées industrielles avec rejet dans le réseau communal (600 m³/j) et des entrepôts de stockage de matières combustibles (75000 m³) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire N°30-2020-11-09-004 du 9 novembre 2020 modifiant

l'arrêté préfectoral N°03.208 N du 16 décembre 2003 autorisant la SAS MONCIGALE (site de Beaucaire) à exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins, une installation de pré-traitement biologique de ses eaux usées industrielles et des entrepôts de stockage de matières combustibles ;

- VU** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 de la nomenclature des installations de protection de l'environnement ;
- VU** la demande de changement d'exploitant et de dénomination en date du 16 février 2022 ;
- VU** la demande de permis de construire 2023_PC03003223R0072 déposé en mairie de Beaucaire, le 24 novembre 2023 ;
- VU** le dossier initial de porter à connaissance transmis en date du 21 mars 2024 par SAS LES CHAIS DU SUD (site de Beaucaire) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre de la création d'un hôtel au droit d'un site relevant de la nomenclature des ICPE ;
- VU** la demande de complément de l'inspection des installations classées en date du 13 mai 2024;
- VU** l'article 7 du permis de construire PC 030 032 23 R0072 (SVE) accordé avec prescriptions par le maire de Beaucaire le 21 août 2024 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance (version n°2) transmis en date du 1^{er} août 2024 par la SAS LES CHAIS DU SUD (site de Beaucaire) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement concernant la cession de parcelles du site dans le cadre d'un projet de création d'un hôtel ;
- VU** les notes complémentaires de l'exploitant en date du 14 mars 2025 et du 05 mai 2025 ;
- VU** le rapport de base du site sur l'état des sols et des eaux souterraines du site MONCIGALE de BEAUCAIRE Rapport CB797820-10300901-V0 du 05/02/2021 réalisé par BUREAU VERITAS EXPLOITATION;
- VU** le rapport d'investigations des sols et des gaz du sol DIAG n°0797820-26178652/1/1 V0 du 29 avril 2025 réalisé par BUREAU VERITAS EXPLOITATION;
- VU** l'extrait de plan cadastral daté du 17/02/2025 présentant les modifications parcellaires;
- VU** l'attestation de réalisation de l'étude des sols n° : 797820-23090150/1/1 Version 0 du 29/04/2025 MISSION ATTES-ALUR SELON LA NORME NF X31-620-5 ET L'ARRETE DU 09/02/2022 réalisée par BUREAU VERITAS EXPLOITATION;
- VU** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées Réf. DDPP30 2025 01258 du 07 mai 2025;
- VU** la réponse de l'exploitant formulée par courrier en date du 15 septembre 2025;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de la mise à jour de la raison sociale et du périmètre au sol de la société SAS CHAIS DU SUD ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. MODIFICATION DES ARRÊTÉS EXISTANTS

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral complémentaire N°30-2020-11-09-004 du 9 novembre 2020 .

Le présent arrêté modifie les articles 1.1, 1.3 1.4 et 1.6 et complète l'article 3.6.2 de l'arrêté préfectoral n°03.208 N du 16 décembre 2003.

ARTICLE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-08 du 5 février 2013 est ainsi modifié :

La SAS LES CHAIS DU SUD dont le siège social est fixé 6, quai de la Paix, BP 132, 30302 Beaucaire Cedex sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté complémentaire, et le cas échéant, de ses annexes techniques, est autorisée à exploiter :

- une unité de préparation et conditionnement de vins et de boissons aromatisées à base de vins d'une capacité de 732000 hL/an ;
- des entrepôts de stockage de matières combustibles (600 tonnes) d'un volume de 75000 m³ ;
- une unité de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles, dimensionnée pour traiter 600 m³/jour.

ARTICLE 1.2 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2013-08 du 5 février 2013 est ainsi modifié :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 1) L'unité de préparation et conditionnement de vins,
- 2) L'unité de préparation de boissons aromatisées à base de vins.
- 3) Les installations de stockage et expédition de ces produits,
- 4) L'unité de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles, toutes situées: 6, quai de la Paix à Beaucaire (30).

L'exploitation de l'unité de préparation et de conditionnement de boissons aromatisées à base de vins s'effectue dans la partie du bâtiment existant de 660 m² construit en 2003 dans la partie Est du site dans le cadre de l'ancienne unité de siroperie.

Ce bâtiment abrite uniquement l'activité de préparation de boissons aromatisées à base de vins, l'activité de conditionnement restant dans le bâtiment principal sur des lignes déjà existantes.

Ce bâtiment, accolé au bâtiment de stockage principal des produits finis et de cartons, est constitué d'un bardage double peau, d'une charpente métallique ; un mur en béton cellulaire coupe-feu 2 heures et des portes coupe-feu 1 heure le séparant de ce dernier.

L'équipement de l'unité de préparation de boissons aromatisées à base de vins, à l'intérieur du bâtiment existant, comprend :

- les stockages pour les cuves de vins, de sucre et les additifs nécessaires au process ;
- un ensemble de filtration regroupant les filtres à plaques ;
- un stockage produit fini.

Le stockage des arômes sous base alcool est réalisé dans un local spécifique dans le bâtiment de production de boissons aromatisées à base de vins.

Sa superficie est de 50 m² environ sur une hauteur de 5 m environ aménagé de la façon suivante :

- murs en parpaing, dalle et plancher-haut REI 120 ;
- 2 racks de stockage sur 3 niveaux pouvant contenir jusque 30 m³ d'arômes ;
- installation de mélange par gravité ou par pompage (pompe pneumatique ATEX).

Ce local de stockage est coupe-feu 2 heures, muni d'une porte coulissante coupe-feu 2 heures et équipé d'un système d'extinction automatique de type sprinkler.

La capacité de production annuelle est de 79 900 hL/an soit 340 hL/j.

ARTICLE 1.3 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES –

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°2013-08 du 5 février 2013 est ainsi modifié :

Les dispositions de l'article n° 1.4 de l'arrêté préfectoral du n°2013-08 du 5 février 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations soumises à autorisation ou déclaration sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Régime
Production d'aliments à partir de matières premières végétales b) Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour : avec une capacité de production : 305T/j (732000 hl/an)	3642-2b	A
Entrepôts couverts (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public Le volume des entrepôts étant :	1510-2	E

1. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ : 75 000 m³		
Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité stockée étant : 2. Supérieure à 1 000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ : 2000 m³	1530-2	DC
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j : 6 t/j.	2661-1	D
Combustion , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature , si la puissance thermique maximale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure à à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : 3,04 MW	2910-2	DC
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile, ...) à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330,2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est : b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour mais inférieure ou égale à 100 kg/ j : 62,4 kg/j	2940-2b	DC
Accumulateurs (Ateliers de charge d') Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW : 147 kW ⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des	2925	D

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec Contrôle périodique), D (déclaration).

ARTICLE 1.4 – EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article n° 1.6 de l'arrêté préfectoral n°03.208 N du 16 décembre 2003.susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations autorisées sont implantées sur la commune, les sections, les parcelles et les lieux-dits suivants :sur une surface de 4ha 31a 80ca

Commune de Beaucaire, section AL, lieu-dit : « La Ville ».

parcelles n°

- 128 : 20a 05ca
- 129 : 10a 82ca
- 132 : 12a 91ca
- 134 : 29a 65ca
- 136 : 3ha 58a 37ca

ARTICLE 1.5 – CARACTÉRISTIQUES DE L'UNITÉ DE PRÉTRAITEMENT

En complément de l'article 3.6.2 de l'arrêté préfectoral n°03.208 N du 16 décembre 2003 relatif à l'unité de prétraitement :

L'exploitation de l'unité de prétraitement, station biologique de type anaérobie par procédé de méthanisation en mélange intégral sur support granulaire, comprend :

- un dégrilleur (maille 1mm) ;
- un poste de relevage principal au niveau du bassin tampon (2 pompes) ;
- un poste de relevage de secours au niveau du bassin de sécurité (2 pompes) avec groupe électrogène ;
- un bassin tampon agité (500 m³) ;
- un bassin de sécurité (300 m³) ;
- une tour de conditionnement (15 m3) de l'effluent pour la neutralisation et l'injection de produits chimiques ;
- une unité de méthanisation de type réacteur granulaire en lit fluidisé (187 m3 utile) avec séparateur triphasique (effluent / boues /gaz) et pompe de recirculation externe ;
- une cuve de réoxygénation (150 m3) équipé d'un surpresseur d'air et d'un ensemble diffusion fines bulles ;
- un canal de rejet type venturi.

Installations connexes ;

- ventilation et désodorisation par biofiltre ;
- stockage et traitement du biogaz : gazomètre, surpresseur et torchère ;
- unité de production de chaleur (chaudière mixte + échangeur primaire et secondaire).

La capacité nominale de la station est de 40000 EH, permettant de traiter par jour : 3140 kg de DBO5, 4400 kg de DCO et 680 m³ d'effluents industriels.

ARTICLE 1.6 – ENGAGEMENT

La SAS LES CHAIS DU SUD s'engage à fournir à l'inspection des ICPE :

- les études de flux thermiques et les études d'émissions sonores en prenant en compte les nouvelles limites de propriété ;
- les documents concernant les contenus des bâtiments situés à proximité immédiate du projet ;
- la convention entre les deux entités.

ARTICLE 1.7 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du GARD pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 1.8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 1.9 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le maire de Beaucaire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur de la SAS CHAIS DU SUD, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Nîmes, le 15/10/2025

Le Préfet du Gard

Jérôme BONET